



DEPARTEMENT DU RHONE / COMMUNE DE SOUCIEU-EN-JARREST

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2023-12-13/08

Nombre de conseillers en exercice : 26

Présents : 24

Votants : 25

Le treize décembre deux mille vingt-trois,

Le Conseil municipal de la commune de SOUCIEU-EN-JARREST (Rhône) étant réuni en session ordinaire au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Arnaud SAVOIE, Maire.

Etaient présents : Arnaud SAVOIE, Stéphane PITOUT, Gérard MAGNET, Aurélien BERRETTONI, Magali BACLE, Frédéric LOGEZ, Laurence CHIRAT, Marie-Pierre DUPRE LATOUR, Etienne FLEURY, Sylviane LAFONT, Anne-Sophie DEVAUX, Nicolas TRICCA, Isabelle BRAILLON, David ZERATHE, Mélanie BRENIER, Malo TRICCA, Daniel ABAD, Bernard CHATAIN, Catherine CERRO, Marie-France PILLOT, Mélanie TRAVIER, Monique TALEB, Marie-Claude PHILIPPE, Brice DEVIF

Membres absents ayant donné pouvoir : Sylvie BROYER donne pouvoir à Bernard CHATAIN

Membres absents excusés : Véronique AVENAS

Secrétaire : Gérard MAGNET

Service instructeur : Ressources Humaines

Le Maire certifie :

- que la convocation
du Conseil
municipal avait été
faite le 07/12/2023

- acte rendu
exécutoire après
dépôt en Préfecture
le : 15 DEC. 2023

- et publication du :
18 DEC. 2023

Arnaud SAVOIE,
Maire



OBJET : OCTROI DES TITRES RESTAURANT AUX AGENTS DE LA COMMUNE ET DU CCAS ET ADHESION AU CONTRAT-CADRE « TITRES RESTAURANT ET PRESTATIONS D'ACTION SOCIALE » DU CDG 69

Monsieur le Maire expose :

Les prestations d'action sociale au bénéfice des agents des collectivités et établissements publics de la Fonction Publique Territoriale sont une dépense obligatoire. Les employeurs peuvent gérer directement les prestations qu'elles versent à leurs agents. Elles peuvent également confier la gestion de tout ou partie de ces prestations à des organismes à but non lucratif ou à des associations nationales ou locales régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

Au terme d'une procédure de mise en concurrence, le Centre de gestion du Rhône et de la Métropole de Lyon (cdg69) a conclu un contrat-cadre « Titres restaurant et prestations d'action sociale » pour le compte des collectivités et les établissements du département du Rhône et de la Métropole de Lyon qui le souhaitent. Les trois lots qui le composent et les attributaires retenus sont les suivants :

- Lot titres restaurant : EDENRED
- Lot chèques emploi service universel (CESU) : SODEXO
- Lot chèques cadeaux : EDENRED

Les employeurs du Rhône et de la Métropole de Lyon peuvent adhérer à ce contrat-cadre par délibération après conclusion d'une convention avec le cdg69.

Cette adhésion donne lieu à une participation pour la durée de validité du contrat-cadre versée une seule fois au moment de l'adhésion, quelle que soit la ou les prestations choisie(s).

Le montant prévisionnel des dépenses annuelles correspondantes (prestations versées aux agents) est estimé à 28 336.00 €.

- Vu le code général de la fonction publique, notamment le titre III « Action sociale » et les articles L731-1 et suivants,
- Vu les règlements URSSAF en matière d'action sociale,
- Vu la délibération n°2023-27 du 19/06/2023 par laquelle le conseil d'administration du cdg69 fixe le montant des droits d'entrée pour la période comprise entre le 01/01/2024 et le 31/12/2027 et approuve la convention type d'adhésion des collectivités et établissements au contrat-cadre « titres restaurant et prestations d'action sociale »,
- Vu l'avis du Comité Social territorial en date du 11 décembre 2023,
- Considérant la volonté de la collectivité d'intégrer l'accord-cadre n°2023-03 passé par le cdg69 ;
- Considérant que cette adhésion permet de bénéficier de la fourniture, du

conditionnement et de la livraison de titres restaurant pour les agents,

- Considérant que la commune détermine le type des actions et le montant des dépenses que la collectivité entend engager pour la réalisation des prestations d'action sociale,
- Considérant que la qualification d'action sociale ne peut être retenue que si les prestations présentent des caractéristiques garantissant leur vocation sociale, et que leurs conditions d'octroi les rendent accessibles à l'ensemble des agents, en particulier ceux à revenu modeste,
- Considérant que l'effectif de la collectivité au moment de l'adhésion est de 50 agents.

Il est proposé :

Article 1 : d'adhérer aux lots suivants du contrat-cadre « Titres restaurant et prestations d'actions sociales » du Centre de gestion du Rhône et de la Métropole de Lyon (cdg69) à compter du 01/01/2024 et pour la durée du contrat, jusqu'au 31/12/2027 :

- ☒ Lot 1 : titres restaurants
- ☐ Lot 2 : CESU
- ☐ Lot 3 : chèques cadeaux

Article 2 : d'attribuer des titres restaurant aux agents de la collectivité selon les conditions d'attribution cités dans la délibération portant sur la mise en œuvre des tickets restaurant comme suit :

- ✓ Valeur faciale : 8.00 €
- ✓ Prise en charge par l'employeur : 50 %
- ✓ Prise en charge par l'agent : 50 %

Article 3 : le montant de la participation financière, correspondant aux droits d'entrée dans le contrat cadre, fixé à 500 € et versé au moment de l'adhésion à un ou plusieurs lots pour la totalité de la durée du contrat.

Article 4 : L'ensemble des agents titulaires, stagiaires, contractuels (privés ou publics) de la commune bénéficieront des titres-restaurant dès lors que ces derniers ne disposent sur le lieu de travail d'un service de restauration collective.

Sont concernés les agents à temps complet, à temps non complet et à temps partiel. Les agents recrutés en qualité de saisonnier ou le personnel effectuant un stage rémunéré au sein de la collectivité ne pourront bénéficier des titres-restaurant que sous réserve le contrat excède une durée de trois mois.

En revanche, les agents vacataires et les agents recrutés pour un remplacement d'un agent indisponible pour raisons de santé ne pourront bénéficier des titres restaurant, sauf les arrêts se prolongeant au-delà de six mois.

Article 5 : Conformément au code du travail, il ne peut être attribué qu'un seul titre-restaurant par jour travaillé en présentiel ou télétravail. (art. R. 3262-7).

Par ailleurs, le temps de pause méridienne devant être compris dans l'horaires de travail journalier, seuls les agents qui effectuent au minimum 6 heures de travail effectif par jour, avec une pause d'une durée d'au moins 20 minutes, bénéficieront d'un titre restaurant par jour de travail.

Par exemple, pour un agent dont la plage méridienne est fixée de 12h00 à 13h30 :

- ✓ 08h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 : titre attribuable
- ✓ 08h00 à 12h30 : titre non attribuable
- ✓ 7h15 – 11h45 : titre non attribuable
- ✓ 6h30 – 13h30 : titre attribuable

Par ailleurs, les titres ne peuvent être remis que pour les seules journées effectives de travail.

Le nombre de titres restaurant sera donc diminué des absences suivantes :

- ✓ les congés maladie ou liés à un accident de service, longue maladie, longue durée, grave maladie ;
- ✓ les congés de maternité, de paternité, d'adoption ou d'accueil ;
- ✓ les congés annuels, ARTT, jours pris sur CET et repos compensateurs ;



- ✓ les décharges syndicales ;
- ✓ les autorisations exceptionnelles d'absence liées à des événements familiaux, de la vie courante, examens ou concours.

En outre, le nombre de titres-restaurant sera diminué du nombre de repas totalement ou partiellement pris en charge par la collectivité ou un autre organisme.

Sont donc décomptés à ce titre :

- ✓ les journées de formations dès lors qu'une prise en charge des repas est assurée par l'organisme de formation ;
- ✓ les repas pris en charge via une note de frais.

Article 6 : Le bénéfice des titres restaurant est facultatif, chaque agent remplissant les conditions est libre d'adhérer ou non au dispositif.

Un formulaire d'adhésion sera transmis à l'agent afin de recueillir sa volonté de bénéficier des titres-restaurant. Elle est valable pour une année civile complète, du 1^{er} janvier au 31 décembre, renouvelée tacitement. Dans le cas où l'agent ne souhaite pas renouveler son adhésion, il devra transmettre sa demande par écrit au plus tard le 31 octobre de l'année N au service des Ressources Humaines.

Un délai de carence de 6 mois est appliqué entre une demande de résiliation et une nouvelle adhésion présentée par le même agent.

En cas de refus du dispositif ou de résiliation, l'agent ne pourra prétendre à aucune compensation financière correspondante.

Le nombre de tickets distribué à l'agent sera celui auquel il peut prétendre compte tenu de ses droits effectifs au titre des présences constatées au mois de M-1.

Article 7 : Le forfait mensuel, le nombre de titres restaurant autorisés est en fonction du nombre de jours de présence effective de l'agent.

Pour chaque jour d'absence (une demi-journée étant comptée comme un jour entier), un ticket sera déduit du solde mensuel.

Les absences ci-dessus mentionnées suppriment l'attribution journalière du titre restaurant.

Chaque agent signera personnellement un état récapitulatif le nombre de tickets crédités sur la carte. Ce nombre tickets prendra en compte les absences du mois précédent.

Chaque agent est entièrement responsable de l'utilisation de ses titres restaurant. La collectivité décline toute responsabilité en cas de perte ou de vol.

Le Conseil municipal, où cet exposé et après en avoir délibéré à l'unanimité de ses membres présents ou représentés,

APPROUVE la mise en place du dispositif des titres restaurant pour les agents de la commune et du CCAS à compter du 1^{er} janvier 2024,

APPROUVE la demande de conventionnement avec le CDG 69 pour la prestation des titres restaurant et l'adhésion au contrat-cadre annexée à la présente délibération ainsi que ses avenants et tout document afférent,

PRECISE que les dépenses inhérentes à la mise en œuvre de la présente délibération seront imputées sur le budget de l'exercice 2024 au Chapitre 12 – Compte 6474,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document en lien avec la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré, les jours mois et an susdits.

Arnaud SAVOIE,
Maire

